

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1919.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1919.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|-------|---|
| 1. | 5131. | Par pétition, datée de Ledeberg, le 3 avril 1914,
Des institutrices du canton de Ledeberg demandent
une amélioration de situation pour les institutrices
gardiennes. |
|----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 2. | 5132. | Par pétition, sans date,
Des habitants de Bruxelles demandent la reprise par
l'État des tourbières de la Baraque-Michel. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 3. | 5133. | Par pétition, datée de Gorey, le 8 juillet 1914,
M. Bouché, à Gorey, sollicite l'intervention de la
Chambre pour être réintégré dans son poste de
machiniste. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

Numéro
du
feuilleton.

Numéro
du registre des
pétitions.

4. 5136. Par pétition, datée de Liège, le 13 juillet 1914,
Le conseil provincial de Liège émet un vœu en faveur
de la revision de la loi sur les chemins de fer vicinaux
et des statuts de la Société nationale des Chemins de
fer vicinaux, ainsi que de la création d'une société
nationale d'électricité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement.*

5. 5137. Par pétition, datée de Mons, le 24 juillet 1914,
Le conseil provincial du Hainaut demande le vote
d'une loi relevant le barème des traitements des secré-
taires communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

6. 5138. Par pétition datée de Mons, le 23 juillet 1914,
Le conseil provincial du Hainaut demande le vote
d'une loi limitant à dix heures la durée de la journée
de travail des machinistes, chauffeurs, aiguilleurs, etc.,
des Chemins de fer de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

7. 5139. Par pétition datée de Tournai, le 26 juillet 1914,
M. Verdière, secrétaire du cercle de propagande
anticléricale de Tournai, demande des modifications à
la loi électorale, quant à l'application de la représenta-
tion proportionnelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

8. 5140. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 mai 1914,
Les présidents et secrétaires de la Fédération géné-
rale et neutre des membres du personnel enseignant et
administratif de toutes les écoles professionnelles,
techniques, ménagères et de dessin de Belgique,
demandent l'institution d'une caisse de pensions de
retraite en faveur dudit personnel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

9. 1. Par pétition datée de La Haye, le 12 novembre 1918,
La dame Rosa Franklin, épouse Van Huysse, à La
Haye, sollicite l'intervention de la Chambre aux fins
d'obtenir une amélioration de situation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires
Étrangères.*

10. 2. Par pétition datée de Gand, le 20 novembre 1918,
M. Charles Van der Cruyssen, membre du Conseil
supérieur de l'enseignement technique, président de la
Ligue des classes moyennes de Belgique, demande que
les classes moyennes soient représentées dans toutes
les commissions, tous les conseils qui s'occuperont de
la future organisation du pays et traiteront des ques-
tions les intéressant directement ou indirectement; que
dans le prochain Cabinet un sous-secrétariat des classes
moyennes soit créé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*

11. 3. Par pétition datée de Gand, le 20 novembre 1918,
Le sieur Ad. Pourbaix, sous-officier V. D. C. de 1899
du 1^{er} régiment de ligne de forteresse, actuellement à
la 1^{re} Compagnie D. O. A. H., à Gainneville-Lé Havre,
demande à toucher la rémunération des V. D. C. l'in-
dennité de logement et celle de vie chère.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

12. 4. Par pétition datée de Saint-Gilles (Bruxelles), le
16. 22 novembre 1918,

Le sieur Virfruit, Henri, détenu à la prison de Saint-
Gilles, sollicite sa libération.

Même pétition du sieur De Poorter, Henri, détenu à
Louvain.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

13. 5. Par pétition datée de Paris, le 24 novembre 1918,
40. Le sieur de Heusch, engagé volontaire de 1914, à
Paris, sollicite l'intervention de la Chambre aux fins
d'obtenir son rapatriement.

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

Mêmes pétitions du sieur A. Bancx, ex-officier payeur pensionné, à Nice, qui, au nom de la colonie belge établie en cette localité, sollicite l'intervention de la Chambre aux fins d'obtenir le rapatriement des belges réfugiés dans cette contrée, désireux de rentrer en Belgique ; de la dame Charles Jeandrain, et de la dame Camille Renard, réfugiées belges, à Saint-Étienne (Loire) France.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | | | |
|-----|----|--|
| 14. | 6. | Par pétition datée de Stambruges, le 24 novembre 1918, |
|-----|----|--|

Le collège échevinal de la commune de Stambruges (province de Hainaut), transmet des pétitions émanant d'habitants de cette commune qui auraient été lésés dans leurs affaires commerciales par suite de la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires économiques.*

- | | | |
|-----|-----------|--|
| 15. | 7.
43. | Par pétition, datée de Bruxelles, le 26 novembre 1918, MM. D. Stuer, G. Fontaine, Em. Tuytens, respectivement président, secrétaire et rapporteur de l'Union syndicale du personnel enseignant de l'agglomération bruxelloise, transmettent le vœu, émis à l'unanimité des 450 membres, en faveur d'une loi scolaire établissant l'absolue égalité de tous les enfants dans l'attribution des subsides de l'État, de la province et de la commune, sans préjudice pour la liberté d'opinion et de culte. Ils demandent également que les administrations communales et les comités scolaires soient mis sur le même pied en ce qui concerne les locaux scolaires et la direction des écoles et du personnel et que les traitements des instituteurs et des institutrices soient unifiés. |
|-----|-----------|--|

Même pétition de la direction et du personnel enseignant de l'école normale agréée laïque, rue de Berlaimont, à Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

16.

9.

Par pétition, datée de Bruges, le 28 novembre 1918,
Le sieur Paul Haps, à Bruges, fait connaître ses vues
à l'occasion de la prochaine réunion de la Conférence
de la Paix.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires
Etrangères.*

17.

10.

Par pétition, datée d'Ixelles, le 28 novembre 1918,
Le sieur Alf. Reding émet le vœu qu'une solution
rapide et complète soit donnée au problème des assu-
rances sociales.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*

18.

11.

Par pétition, datée d'Anvers, le 29 novembre 1918,
M. P.-J. Welters, président de la société coopéra-
tive « Het werk der Aardappelschil », demande 1° que
le droit de recueillir les glands, les faines et d'autres
fruits sauvages sur les routes de l'État, des provinces
et des communes soit exclusivement attribué au gouver-
nement, à charge de destiner uniquement aux orphelins
de la guerre, aux veuves de soldats et aux mutilés les
ressources à provenir de la vente des matières qui
seraient extraites de ces fruits dans des établissements
érigés par le Gouvernement, dont le personnel serait
composé de préférence d'orphelins de la guerre, de
veuves de soldats et de mutilés aptes à cet effet ; 2° qu'il
soit établi dans chaque commune, en proportion du
nombre de ses habitants et de ses débitants de tabac,
des débits de tabac dont la gérance serait confiée aux
veuves ou aux parents de soldats tombés au champ
d'honneur ou mutilés, ou bien que l'État instaure la
régie du tabac ; les ressources à recueillir de ce chef
seraient versées au Trésor, qui les affecterait au service
des pensions de ces catégories de victimes de la guerre.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires éco-
nomiques.*

19.

12.

Par pétition, datée de Assche, le 30 novembre 1918,
Les sieurs Em. Dewulf-Caluwaert, A. Bosschaert,
Edw. Victoor, délégués des évacués de Wervicq et de
Menin, prient la Chambre de vouloir s'occuper au plus

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

tôt du sort pénible qui sera réservé à leurs compatriotes pendant l'hiver prochain, et d'y porter remède.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

- | | | |
|-----|-----|--|
| 20. | 14. | Par pétition datée d'Anvers, le 9 novembre 1918,
Les facteurs des postes d'Anvers et de la banlieue demandent que le Parlement n'oublie point les employés lors de la discussion du budget ; ils expriment le vœu que la Législature tienne compte des employés de l'État dans la répartition des indemnités de guerre. |
|-----|-----|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

- | | | |
|-----|-----|---|
| 21. | 15. | Par pétition datée d'Anvers,
Les directeurs des journaux d'Anvers sollicitent l'intervention de la Chambre auprès de M. le Ministre compétent, pour obtenir que l'interdiction d'importation de produits étrangers, décrétée par les Alliés, soit levée le plus tôt possible en ce qui concerne le papier à imprimer les journaux. |
|-----|-----|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires économiques.*

- | | | |
|-----|-----|--|
| 22. | 17. | Par pétition datée de Rabbelaere, le 4 décembre 1918,
Des prisonniers militaires, internés à Rabbelaere, font valoir les raisons qui paraissent de nature à permettre leur réintégration à l'armée. |
|-----|-----|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre*

- | | | |
|-----|-----|--|
| 23. | 18. | Par pétition datée de Mont-sur-Marchienne, le 3 décembre 1918,
Le sieur Marievoet, pensionné de l'administration des chemins de fer de l'État belge, sollicite la revision de sa pension. |
|-----|-----|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

- | | | |
|-----|-----|--|
| 24. | 19. | Par pétition datée de Hasselt, le 6 décembre 1918,
M. Van Grieken, secrétaire de l'Association limbour- |
|-----|-----|--|

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions
------------------------------	---

geoise des instituteurs primaires, à Maeseyck, sollicite, au nom des membres de ladite association, l'intervention des Chambres aux fins d'obtenir une amélioration de situation.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

25.	21.	Par pétition datée de Familleureux, le 8 décembre 1918,
-----	-----	---

Le collège échevinal de la commune de Familleureux adresse un extrait du registre des délibérations dudit collège relatif à la saisie et à la réglementation des viandes de boucherie et du beurre, et à la vente des produits alimentaires : froment indigène et pommes de terre.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

26.	23.	Par pétition datée de Bruxelles, le 9 décembre 1918. M. L. Cavens adresse à la Chambre une note intitulée : « Retour au Pays » qui a pour but d'attirer l'attention du Gouvernement sur la possibilité du retour dans nos lieux artistiques d'objets enlevés autrefois.
-----	-----	--

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

27.	24.	Par pétition datée d'Anvers, le 12 décembre 1918, MM. Adriaenssens et Louette, à Anvers. adressent à la Chambre, au nom du personnel enseignant des écoles officielles d'Anvers, copie d'un ordre du jour voté par ledit personnel, tendant à voir accorder sans délai l'égalité, en droit et en fait, aux deux régions nationales du pays.
-----	-----	---

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

28.	25.	Par pétition datée de Koekelberg, le 13 décembre 1918,
-----	-----	--

Le sieur Huygens, à Koekelberg, demande la revision des articles 20 et 21 de la loi électorale.

Décision : Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi électorale.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

29.

26.

Par pétition datée de Gand, le 13 décembre 1918,
Le sieur Ad. Pourbaix, sous-officier, milicien de 1899, à Gand, expose la situation qui lui serait faite, au cas où le licenciement des militaires de sa classe viendrait à être décidé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

30.

27.

Par pétition datée de Jemeppe-sur-Meuse, le 16 décembre 1918,
Le sieur Grégoire, à Jemeppe-sur-Meuse, soumet un projet pour l'établissement du chiffre de l'indemnité de guerre due par l'Allemagne aux diverses catégories de citoyens.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux dommages de guerre.*

31.

28.

Par pétition, datée de Bruxelles, le 28 décembre 1914,
Le sieur B. Schüttler, commis principal pensionné de l'administration des chemins de fer, postes et télégraphes de l'État belge, se plaint d'un déni de justice dont il aurait été la victime de la part de son administration.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

32.

30.

Par pétition, datée de Paris, le 5 décembre 1918,
M. Velin, à Paris, formule la proposition, à titre d'hommage national au Roi, d'ajouter, au blason de Sa maison, une devise : « L'Honneur ».

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

33.

31.

Par pétition, datée de Lokeren, le 9 décembre 1918,
Le conseil communal de Lokeren demande à la Chambre de prendre en considération les intérêts des classes moyennes commerçantes et industrielles, si éprouvées pendant la guerre, notamment par la création d'un organisme de crédit permettant le relèvement de l'industrie en Belgique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

Numéros du feuillet ou numéro.	Numéros du registre des pétitions.
34.	32.

Par pétition, datée de Houdeng-Gœgnies (Hainaut), le 10 décembre 1918,

M. Dequenne, bourgmestre de Houdeng-Gœgnies (Hainaut), adresse à la Chambre le rapport du collège échevinal sur les actes de pillage qui se sont produits dans cette localité le 19 décembre 1918 et transmet le vœu du conseil communal de voir la Chambre étudier et voter un projet de loi modifiant et précisant les dispositions de l'arrêté du 10 vendémiaire an IV.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

35.

33.

Par pétition, datée d'Anvers, le 11 décembre 1918,

Le sieur Welters, P.-J., président de la Société coopérative « Het werk der aardappelchil » d'Anvers, demande que des mesures soient prises pour interdire les tombolas et collectes organisées par des particuliers en faveur des victimes de la guerre, l'initiative du Gouvernement, dans l'espèce, devant primer l'initiative privée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

36.

34.

Par pétition, datée de Tongres, le 17 décembre 1918,

M. C. Libbrecht, préfet honoraire d'athénée, interné à la prison de Tongres pour cause d'activisme, sollicite l'intervention de la Chambre afin qu'il soit permis aux internés de remplir leurs devoirs religieux.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

37.

35.

Par pétition datée de Wevelghem, le 17 décembre 1918.

MM. Henri Debacker et Remi Wallays, respectivement président et secrétaire de la Fédération des ouvriers chrétiens de l'industrie linière de Wevelghem, sollicitent l'intervention de la Chambre pour faire lever l'interdiction de l'importation de France du lin non manufacturé et pour empêcher l'émigration en France des ouvriers de cette industrie établis dans la région de la Lys.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques et à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Numéros
du
feuillet. Numéros
du registre des
pétitions.

38.

36.

Par pétition datée de Ternath, le 17 décembre 1918,
La ligue des instituteurs de Ternath demande que la
Chambre prenne des mesures en vue d'améliorer la
situation des instituteurs et de les faire bénéficier, au
même titre que les employés de l'Etat, de l'indemnité
de vie chère, avec effet rétroactif.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des
Arts.*

39

37.

Par pétition datée de Tournai, le 17 décembre 1918.
Le sieur Vandenschen (Florestan), employé maga-
sinier, à Tournai, sollicite l'intervention de la Chambre
auprès du Gouvernement en vue de faire majorer
l'indemnité de guerre due aux industriels dont les éta-
blissements ont été anéantis, à l'effet de permettre aux-
dits industriels de payer leur personnel jusqu'à la re-
prise de leur travail.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Eco-
nomiques et à M. le Ministre des Finances.*

40.

38.

Par pétition datée de Gand, le 18 décembre 1918.

97.

Les délégués des Unions des classes moyennes de la
Flandre orientale, réunis à Gand, émettent une série de
vœux relatifs : 1° au monopole d'importation, d'achat ou
de distribution de matières premières, marchandises
et outillage et à la licence de vente en commun ;

2° à la liberté du commerce et de l'industrie ;

3° au rétablissement d'urgence des voies de commu-
nication ;

4° à l'indemnisation totale pour dégâts de guerre ;

5° aux mesures à prendre pour éviter la baisse exa-
gérée de la monnaie belge, dans les pays alliés ;

6° à l'exclusion pour travaux ou fournitures à l'Etat
de ceux qui ont librement noué des relations commer-
ciales avec l'ennemi ;

7° à la confiscation de toutes marchandises, outillages
ou matières premières appartenant à ceux qui ont traité
avec l'ennemi ;

8° au crédit à accorder et aux mesures à prendre par
l'Etat en faveur des classes moyennes.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Même pétition du Comité central de la Ligue des classes moyennes de Bruges et des environs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques, à M. le Ministre des Travaux publics, à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, à M. le Ministre des Finances.*

- | | | |
|-----|-----|---|
| 41. | 59. | Par pétition datée de La Panne, le 19 décembre 1918, M. J. Carton, ingénieur, capitaine-commandant pensionné du génie, à La Panne, proteste contre la mansuétude dont sont l'objet ceux de nos soldats, de nos officiers surtout, qui ont été internés en Hollande en octobre 1914, à l'époque de la reddition d'Anvers, et ceux, prisonniers en Allemagne, qui s'étaient rendus, sans être dans l'impossibilité absolue d'échapper à l'ennemi. |
|-----|-----|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

- | | | |
|-----|-----|---|
| 42. | 41. | Par pétition datée d'Oostnieuwkerke, le 30 décembre 1918,
M. Vandeputte, secrétaire communal d'Oostnieuwkerke, sollicite, pour la population de cette commune, la livraison de chevaux et d'outils pour le travail des champs. |
|-----|-----|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

- | | | |
|-----|-----|---|
| 45. | 42. | Par pétition datée de Saint-Nicolas (Waes), le 1 janvier 1919,
Le sieur Ch. De Bondt, à Saint-Nicolas (Waes), formule des propositions quant à la composition de la délégation à la Conférence de la Paix. |
|-----|-----|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

- | | | |
|-----|-----|---|
| 44. | 44. | Par pétition datée de Heyst-sur-Mer, le 2 janvier 1919,
Les habitants de Heyst-sur-Mer, Duinbergen et Knocke-Zoute sollicitent l'intervention de la Chambre afin d'obtenir dans un délai très prochain la réparation des ponts des chemins de fer et des lignes vicinales, en vue de la reprise du commerce et de l'industrie. |
|-----|-----|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

45. 45. Par pétition datée d'Aerschot, le 2 janvier 1919,
Le sieur Hoornaert (Charles), à Aerschot, exprime le
vœu de voir les régions dévastées des Flandres mises
en état aux fins de les rendre productives, dans un bref
délai.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*
46. 48. Par pétition, datée d'Anvers, le 6 janvier 1919,
Le bureau du Comité central des Associations des
classes moyennes, à Anvers, émet le vœu de voir le
Gouvernement instituer un conseil d'état en vue d'une
enquête sur les intérêts multiples des classes moyennes.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*
47. 49. Par pétition, datée de Saint-Gilles (Bruxelles), le
6 janvier 1919,
Le collège des bourgmestre et échevins de la com-
mune de Saint-Gilles (Bruxelles) transmet la délibéra-
tion du conseil communal regrettant que la Chambre
des représentants et le Sénat aient voté le maintien des
impôts décrétés par le ci-devant pouvoir occupant et
émettant le vœu de voir le Gouvernement s'efforcer de
débarrasser le pays de toutes les mesures fiscales et
autres édictées sous la domination étrangère.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
48. 50. Par pétition, datée de Gand, le 7 janvier 1919,
Des liquoristes des deux Flandres, membres du Syn-
dicat des Liquoristes, siégeant à Gand, prient la
Chambre de prendre en sérieuse considération les
vœux qu'ils émettent relativement à l'interdiction de
la vente de toutes les boissons alcooliques.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
49. 51. Par pétition, datée de Lobbes (Hainaut), le 7 jan-
vier 1919,
M. Léon Duquesne, bourgmestre de Lobbes (pro-
vince de Hainaut), transmet un vœu émis par le conseil
communal de Lobbes en faveur du rétablissement des
communications par chemin de fer entre Chimay-
Lobbes-Bruxelles et Lobbes-Charleroi.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

50. 55. Par pétition datée de Bruxelles, le 11 janvier 1919,
Le Conseil d'administration de la Société générale des voyageurs de commerce de Belgique transmet l'ordre du jour voté en assemblée générale de ladite société, tendant à voir instituer une enquête en vue d'établir les dommages subis par la corporation des voyageurs de commerce.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

51. 57. Par pétition datée de Courtrai, le 12 janvier 1919,
Le comité exécutif de la Ligue nationale des instituteurs de l'arrondissement de Courtrai (section de Courtrai), à Courtrai, demande l'octroi d'une indemnité de vie chère et la distribution de chaussures, de vêtements et de vivres aux instituteurs et institutrices, séculiers ou laïques, au même titre qu'aux fonctionnaires et employés de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

52. 58. Par pétition datée de Louvain, le 15 janvier 1919,
61. Les président et secrétaire du Syndicat des employés de Louvain et des environs, à Louvain, émettent le vœu de voir étendre aux divers personnels de l'industrie privée et du commerce, les mesures prises en faveur des fonctionnaires et employés de l'État, concernant le paiement des arriérés sur traitements et indemnités et le relèvement ultérieur des barèmes.

Même pétition du sieur A. Baillet, employé aux Aciéries d'Angleur à Liège, et de M. Cornet, vice-président de la Fédération libérale cantonale de La Louvière.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

53. 66. Par pétition, datée de Verviers,
M. Benoit, secrétaire du Comité intersyndical chrétien de l'arrondissement de Verviers, à Verviers, prie la Chambre de prendre des mesures en vue d'une amélioration de la situation pénible de la population ouvrière de l'arrondissement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

Numéros
du
feuillet ou
Numéros
du registre des
petitions.

34. 69. Par pétition, datée de Saint-Gilles lez-Bruxelles, le 19 janvier 1919,

Lesieur Virfruit, Henri, détenu à la prison de St-Gilles lez-Bruxelles, se plaint de sa situation et demande qu'il y soit porté remède.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

35. 72. Par pétition, datée de Bruxelles, le 23 janvier 1919.

Le sieur Pillen, Louis, sergent-major (engagé volontaire de guerre), à Bruxelles, proteste contre sa mise en disponibilité par retrait d'emploi de commis-bibliothécaire au Musée royal d'Histoire naturelle et sollicite l'intervention de la Chambre aux fins d'être admis à comparaître devant une commission d'enquête.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

36. 73. Par pétition, datée de Sainte-Croix lez-Bruges, le 25 janvier 1919,

La dame Derijeke, Marie, à Sainte-Croix lez-Bruges, veuve du maréchal des logis-chef de gendarmerie Delaplace, Jules, fusillé à Bruges, durant l'occupation allemande, pour cause d'espionnage ou de trahison, sollicite l'intervention de la Chambre aux fins d'être mise sur un pied d'égalité avec les veuves des militaires tués à l'ennemi.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec avis très favorable de la Commission.*

37. 74. Par pétition datée de Liège, le 24 janvier 1919,
Le Comité de vigilance des pensionnés civils liégeois, à Liège, sollicite l'intervention de la Chambre en vue d'obtenir une majoration de leur pension.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

38. 76. Par pétition datée de Virton, le 24 janvier 1919,
Le collège des bourgmestre et échevins de Virton transmet un vœu émis par le conseil communal en faveur du rétablissement d'un commissariat d'arrondissement, distinct de celui d'Arlon, tel qu'il existait avant 1848, époque de la fusion des deux commissariats.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

39.

79.

Par pétition datée de Hérenthals, le 22 janvier 1919,
Les président et secrétaire du Comice agricole du canton de Hérenthals protestent contre la taxation des blés, surtout du seigle, pour la récolte de 1919, et sollicitent, en faveur de l'agriculture, le régime de la liberté reconnu au commerce et à l'industrie, en vue de l'établissement de prix raisonnables et d'un rendement plus intense.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances.*

60.

80.

Par pétition datée de Erquelinnes, le 22 janvier 1919,
Le Comité de la Ligue des déportés d'Erquelinnes, à Erquelinnes, signale à l'attention de la Chambre la situation pénible des déportés de ladite localité et sollicite, en leur faveur, l'octroi d'une indemnisation.

Même pétition du Comité de la Ligue des déportés de Montignies-Saint-Christophe.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

61.

90.

Par pétition datée de Gand, le 16 janvier 1919,
La dame A. De Stoop, directrice de l'école professionnelle Notre-Dame, à Gand, demande que le personnel des écoles professionnelles ne relevant pas du Ministère des Sciences et des Arts soit mis sur un pied d'égalité avec le personnel des écoles moyennes de l'État, au triple point de vue du traitement annuel fixe, de l'octroi d'une pension et de l'allocation d'indemnités de vie chère.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

62.

91.

Par pétition datée « Postes militaires » de Belgique, le 13/23 janvier 1919,

Le soldat Vangramberen, Joseph, de l'armée belge, se plaint de la situation qui est faite dans l'armée aux soldats, notamment à ceux qui sont originaires de la partie flamande du pays.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

63.

92.

Par pétition datée de Trazegnies, le 15 janvier 1919,
Le sieur Baudoux (Camille), agent commercial en
beurres, à Trazegnies, proteste contre les arrêtés
relatifs au commerce du beurre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN

(JANUARI 1919)

LIJST TOT OP 10 FEBRUARI 1919

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

1. 5131. Bij verzoekschrift uit Ledeberg, gedagteekend 5 April 1914,
Vragen onderwijzeressen van het kanton Ledeberg eene lotsverbetering voor de onderwijzeressen der bewaarscholen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

2. 5132. Bij niet gedagteekend verzoekschrift,
Vragen inwoners van Brussel dat de Staat de veenderijen der Baraque-Michel zou naasten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Openbare Werken.

3. 5133. Bij verzoekschrift uit Gorey, gedagteekend 8 Juli 1914,
Roept de heer Bouché, te Gorey, de tussenkomst van de Kamer in, opdat hij in zijn ambt van machinist hersteld worde.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

4. 5136. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 15 Juli 1914,

Drukt de provinciale raad van Luik den wensch uit, dat de wet op de buurtspoorwegen en de standregelen van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen herzien worden en eene nationale maatschappij voor electriciteit opgericht worde.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

5. 5137. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 24 Juli 1914,

Vraagt de provinciale raad van Henegouw de aanneming van eene wet houdende verhooging van den loonrooster der gemeentesecretarissen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

6. 5138. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 25 Juli 1914,

Vraagt de provinciale raad van Henegouw de aanneming van eene wet tot beperking op tien uren van den arbeidsdag der machinisten, stokers, wisselwachters, enz. bij de spoorwegen van den Staat.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

7. 5139. Bij verzoekschrift uit Doornik, gedagteekend 26 Juli 1914,

Vraagt de heer Verdière, secretaris van den anticlericalen propagandekring, te Doornik, dat de kieswet gewijzigd worde wat betreft de toepassing der evenredige vertegenwoordiging.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

8. 5140. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 28 Mei 1914,

Vragen de voorzitters en secretarissen van de algemeene en onzijdige Federatie der leden van het onderwijzend- en besturendpersoneel van al de Belgische beroepsvak-, huishoud- en teekenscholen, de oprich-

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

ting van eené pensioens- en lijfrentekas ten voordeele van gezegd personeel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

9. 1. Bij verzoekschrift uit 's Gravenhage, gedagteekend 12 November 1918,

Roept mevrouw Rosa Franklin, echtgenoot Van Huisse, te 's Gravenhage, de tusschenkomst der Kamer in ten einde lotsverbetering te bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenslandsche Zaken.

10. 2. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 20 November 1918,

Vraagt de heer Karel Van der Cruyssen, lid van den Hoogen Raad voor het vakonderwijs, voorzitter van het Middenstandsverbond van België, 1^o dat de middenstand vertegenwoordigd worde in alle commissiën en raden welke zich bezighouden met den toekomststaat van ons land en waar die stand rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft; 2^o dat in het toekomende Ministerie een onderdepartement van middenstandsbelangen opgericht word.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

11. 3. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 20 November 1918,

Vraagt de heer Ad. Pourbaix, onderofficier, beroepsvrijwilliger van 1899, 1^o linieregiment (vesting), thans in de 1^o compagnie D. O. A. H., te Gainneville-Le Havre, de vergoeding als beroepsvrijwilliger, evenals de vergoeding voor huisvesting en den duurtetoeslag te bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.

12. 4. Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis (Brussel), gedagteekend 22 November 1918,

Verzoekt de heer Virfruit, Henri, opgesloten in het gevang van Sint-Gillis, zijne invrijheidstelling.

Zelfde verzoekschrift van den heer De Poorter, Henri, opgesloten te Leuven.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

13. 5. Bij verzoekschrift uit Parijs, gedagteekend 24 November 1918,

Roept de heer de Heusch, oorlogsvrijwilliger van 1914, te Parijs, de tusschenkomst van de Kamer in ten einde naar zijn vaderland te worden teruggevoerd.

Zelfde verzoekschriften van den heer A. Bancx, gewezen betaalofficier, gepensionneerd, te Nice, die, namens de Belgische kolonie aldaar gesticht, de tusschenkomst der Kamer inroept ten einde de terugbrenging naar hun land te bekomen van de in die streek gevluchte Belgen, welke verlangen in België weer te keeren; van vrouwe Charles Jeandrain, en van vrouwe Camille Renard, Belgische vluchtelingen te Saint-Etienne (Loire), Frankrijk.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

14. 6. Bij verzoekschrift uit Stambruges (Henegouw), gedagteekend 24 November 1918,

Maakt het schepencollege van de gemeente Stambruges (provincie Henegouw) de verzoekschriften over, uitgaande van sommige inwoners dezer gemeente, welke ten gevolge van den oorlog in hunne handelszaken geschaad zijn geworden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

15. 7. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 26 November 1918,

Deelen de heeren D. Stuer, S. Fontaine, Em. Tuytens, respectievelijk voorzitter, secretaris en verslaggever van de Syndicale Vereeniging van het onderwyzend personeel uit de Brusselsche agglomeratie, den wensch mede eenparig door de 450 leden genit, dat eene schoolwet worde aangenomen waarbij al de kinderen een even groot aandeel krijgen in de toelagen van Staat, provincie en gemeente, zonder dat daarbij de vrijheid van denkwijze en van eeredienst gekrenkt worde. Zij vragen eveneens dat de gemeentebesturen en de schoolcomiteiten op gelijken voet worden behandeld, wat de schoollokalen en het bestuur van de scholen en van het personeel betreft, en dat de jaarwedde

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

en pensioenen van de onderwijzers en onderwijzeressen eengemaakt worden.

Zelfde verzoekschrift van het bestuur en het onderwijzend personeel der aangenomen leekennormalschool, Berlaimontstraat, te Brussel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

16. 9. Bij verzoekschrift uit Brugge, gedagteekend 28 November 1918,

Doet de heer Paul Haps, te Brugge, zijne zienswijze kennen in zake de aanstaande vergadering der Vredesconferentie.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.

17. 10. Bij verzoekschrift uit Elsene, gedagteekend 28 November 1918,

Uit de heer Alf. Reding den wensch, dat eene spoedige en volledige oplossing gegeven worde aan de quæstie der sociale verzekeringen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

18. 11. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 29 November 1918,

Vraagt de heer P.-J. Welters, voorzitter der samenwerkende maatschappij *Het Werk der Aardappelschil*, te Antwerpen : 1° dat het inzamelen van eikels, beukennoten en andere wilde vruchten, langs de Belgische Staats-, Provincie- en Gemeentebanen, uitsluitend aan de Regeering worde opgedragen, mits zij de inkomsten, voortkomende van den verkoop der uit deze vruchten getrokken grondstoffen, uitsluitend ten bate van de oorlogsweezen, de soldatenweduwen en de verminkten besteedt; het bereiden, verhandelen, enz., dier grondstoffen zou, in door de Regeering tot stand gebrachte inrichtingen, toevertrouwd worden aan een personeel dat, bij voorkeur, onder de oorlogsweezen, de soldatenweduwen en de daartoe geschikte verminkten wordt aangeworven; 2° dat, in elke gemeente, naar verhouding van het getal inwoners en

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften
-----------------------------	---

gevestigde tabakhandelaars. tabakwinkels worden opgericht. waarvan het beheer zou toevertrouwd worden aan de weduwen of ouders van gesneuvelde of verminkte soldaten. ofwel, dat de Staat het tabaksmonopolie invoert; de uit dien hoofde bekomen inkomsten zouden in de Staatskas worden gestort, welke ze voor den dienst van de pensioenen der oorlogsslachtoffers zou aanwenden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 19. | 12. | Bij verzoekschrift uit Assche, gedagteekend 30 November 1918, |
|-----|-----|---|

Verzoeken de heeren Em. Dewulf-Caluwaert, A. Boschaert, Edw. Victoor, afgevaardigden van de uitgedrevenen van Wervicq en Meenen, de Kamer zich zoo haast mogelijk bezig te houden met den ellendigen toestand die, gedurende den aanstaanden winter, hunne landgenooten te wachten staat, en dien toestand te verhelpen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 20. | 14. | Bij verzoekschrift uit Antwerpen. gedagteekend 9 November 1918, |
|-----|-----|---|

Vragen de briefdragers van Antwerpen en omliggende dat het Parlement bij de behandeling van de begroting de bedienden in aanmerking zou nemen; zij drukken den wensch uit, dat de wetgever de Staatsbedienden niet vergete in de verdeling der oorlogsschadevergoeding.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

- | | | |
|-----|-----|-----------------------------------|
| 21. | 15. | Bij verzoekschrift uit Antwerpen, |
|-----|-----|-----------------------------------|

Roepen de dagbladbestuurders van Antwerpen de tussenkomst in van de Kamer bij den bevoegden Minister om te bekomen dat het door de geallieerden uitgevaardigde invoerverbod van nitheemsche producten zoo haast mogelijk worde opgeheven voor het dagbladpapier.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

22. 17. Bij verzoekschrift uit Rabbelaere, gedagteekend 4 December 1918,
Doen te Rabbelaere geïnterneerde militaire gevangenen de redenen gelden, die hunne wederopneming in het leger schijnen te wettigen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.
23. 18. Bij verzoekschrift uit Mont-sur-Marchienne, gedagteekend 5 December 1918,
Vraagt de heer Marievoet, gepensioneerde van het bestuur der Belgische Staatsspoorwegen, de herziening van zijn pensioen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.
24. 19. Bij verzoekschrift uit Hasselt, gedagteekend 6 December 1918,
Roept de heer Van Grieken, secretaris van de Limburgsche Onderwijzersvereeniging, te Maaseik, namens de leden dezer vereeniging, de tusschenkomst in van de Kamer ten einde lotsverbetering te bekomen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.
25. 21. Bij verzoekschrift uit Familleureux, gedagteekend 8 December 1918,
Zendt het schepencollege van Familleureux een uittreksel uit het register der beraadslagingen van gezegd college, betreffende de inbeslagneming van het slachtvleesch en de boter en de regeling van den verkoop der eetwaren : inlandsche tarwe en aardappelen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
26. 23. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 9 December 1918,
Zendt de heer L. Cavens aan de Kamer eene nota getiteld : « Retour au Pays », die ten doel heeft, de aandacht van de Regering te vestigen op de mogelijkheid om vroeger weggenomen kunstvoorwerpen te onzent te doen terugkomen.
BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

27. 24. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 12 December 1918,

Zenden de heeren Adriaenssens en Louette, te Antwerpen, namens het onderwijzend personeel der officieele scholen te Antwerpen, aan de Kamer afschrift van eene door dit personeel aangenomen dagorde, strekkende om, onverwijld, beide gedeelten van het land in rechten en in feite op gelijken voet te stellen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

28. 25. Bij verzoekschrift uit Koekelberg, gedagteekend 13 December 1918,

Vraagt de heer Huygens, te Koekelberg, herziening van de artikelen 20 en 21 der kieswet.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp van Kieswet.*

29. 26. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 15 December 1918,

Legt de heer Ad. Pourbaix, militieplichtige van de klasse 1899, te Gent, den toestand bloot, waarin hij zich zou bevinden bijaldien de manschappen zijner klasse naar huis zouden worden gezonden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

30. 27. Bij verzoekschrift uit Jemeppe-sur-Meuse, gedagteekend 16 December 1918,

Biedt de heer Grégoire, te Jemeppe-sur-Meuse, een ontwerp aan tot vaststelling van het bedrag der oorlogsvergoeding welke Duitschland aan de onderscheidene klassen van burgers is verschuldigd.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende de oorlogsschade.*

31. 28. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 28 December 1914,

Beklaagt zich de heer B. Schüttler, gepensioneerde hoofdclerk bij het bestuur der spoorwegen, posterijen en telegraphen in België, over eene rechtsweigerig te zijnen nadeele vanwege zijn bestuur.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraphen.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

32. 30. Bij verzoekschrift uit Parijs, gedagteekend 5 December 1918,

Doet de heer Velin, te Parijs, het voorstel, als eene nationale hulde aan den Koning, aan het blazoen van zijn huis de kenspreuk : « L'Honneur » bij te voegen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.*

55. 31. Bij verzoekschrift uit Lokeren, gedagteekend 9 December 1918,

Vraagt de Gemeenteraad van Lokeren dat de Kamer de belangen ter harte neme van de handelaars en nijvernaars uit den middenstand, welke tijdens den oorlog zoo beproefd werden, namelijk door het instellen van eene credietinrichting tot opbeuring van de nijverheid in België.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

34. 32. Bij verzoekschrift uit Houdeng-Goegnies (Henegouw), gedagteekend 10 December 1918,

Zendt de heer Dequenne, burgemeester van Houdeng-Goegnies (Henegouw), aan de Kamer het verslag van het schepencollege over de plunderingen, die in deze gemeente op 19 December 1918 hebben plaats gehad, en deelt den wensch van den gemeenteraad mede : dat de Kamer een wetsontwerp zou willen onderzoeken en aannemen tot wijziging en duidelijke omschrijving der bepalingen van het besluit van 10 Vendémiaire jaar IV.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

58. 33. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 11 December 1918,

Vraagt de heer Welters, F.-J., voorzitter der Samenwerkende Maatschappij « *Het Werk der Aardappelschil* » van Antwerpen, dat maatregelen getroffen worden om tombola's en geldinzamelingen, ingericht door particulieren ten voordeele der oorlogsslachtoffers, te doen verbieden; hij is van meening dat in deze het initiatief van de Regeering aan het privaat initiatief moet voorafgaan.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|-----|-----|---|
| 36. | 34. | Bij verzoekschrift uit Tongeren, gedagteekend 17 December 1918. |
|-----|-----|---|

Roept de heer C. Libbrecht, eereprefect van het Athenæum, wegens activisme opgesloten in de gevangenis te Tongeren, de tusschenkomst van de Kamer in opdat het aan de gevangenen toegelaten worde, hunne godsdienstplichten te vervullen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 37. | 35. | Bij verzoekschrift uit Wevelgem, gedagteekend 17 December 1918. |
|-----|-----|---|

Verzoeken de heeren Henri Debacker en Remi Wallays, respectievelijk voorzitter en secretaris der Federatie van Christene Vlasbewerkeren te Wevelgem, de Kamer tusschen te komen om het verbod van invoer uit Frankrijk van ruw vlas te doen opheffen en om de uitwijking naar Frankrijk van de werklieden uit de nijverheidsstreek der Leie te beletten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken en den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

- | | | |
|-----|-----|--|
| 38. | 36. | Bij verzoekschrift uit Ternath, gedagteekend 17 December 1918, |
|-----|-----|--|

Verzoekt de Onderwijzersbond van Ternath de Kamer maatregelen te treffen om den toestand der onderwijzers te verbeteren en om hen, in dezelfde mate als de andere Staatsbedienden, de voordeelen van den duurtetoeslag te doen genieten met terugwerkende kracht.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

- | | | |
|-----|-----|--|
| 59. | 37. | Bij verzoekschrift uit Doornik, gedagteekend 17 December 1918, |
|-----|-----|--|

Roept de heer Vandenelschen (Florestan), magazijnbediende, te Doornik, de tusschenkomst van de Kamer bij de Regèring in ten einde eene vermeerdering te bekomen van de oorlogsvergoeding verschuldigd aan de nijveraars, wier inrichtingen werden verwoest,

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

opdat zij in staat zouden zijn hun personeel te betalen totdat het opnieuw zal kunnen werken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken en den Minister van Financiën.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 40. | 58. | Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 18 Decem- |
| | 97. | ber 1918, |

Drukken de Afgevaardigden der Middenstandsverenigingen van Oost-Vlaanderen, te Gent vergaderd, eene reeks wenschen uit betreffende :

1^o Het monopolie voor den invoer, den aankoop of de bedeeeling van grondstoffen, waren en materieel en de vergunning tot gemeenschappelijken verkoop :

2^o de vrijheid van den handel en de nijverheid;

3^o de spoedige herstelling van de verkeerswegen;

4^o de volledige vergoeding der oorlogsschade;

5^o de maatregelen te nemen om te vermijden dat in de geallieerde landen de Belgische munt te veel in waarde vermindert;

6^o de uitsluiting, voor werken en leveringen aan den Staat, van hen die vrijelijk handelsbetrekkingen met den vijand hebben aangeknoopt;

7^o de inbeslagneming van alle waren, materieel of grondstoffen toebehoorend aan wie vrijelijk met den vijand heeft onderhandeld;

8^o het door den Staat te verleenen crediet en de door dezen te nemen maatregelen ten bate van den middenstand.

Zelfde verzoekschrift uitgaande van het Hooftcomité der Middenstandsbonden van Brugge en omstreken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken, den Minister van Openbare Werken, den Minister van Nijverheid en Arbeid, den Minister van Financiën.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 41. | 39. | Bij verzoekschrift uit De Panne, gedagteekend 19 December 1918, |
|-----|-----|---|

Teekent de heer J. Carton, ingenieur, gepensionneerd kapitein-commandant der genie, te De Panne, verzet aan tegen de zachtmoedigheid waarmede men die soldaten, vooral die officieren bejegent, welke, in October 1914, in Holland werden geïnterneerd op het oogenblik

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

van de overgave van Antwerpen, en die, krijgsgevangenen in Duitschland, welke zich overgegeven hadden, hoewel het hun niet onmogelijk ware geweest, aan den vijand te ontsnappen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.

42. 41. Bij verzoekschrift uit Oostnieuwkerke, gedagteekend 30 December 1918,
Verzoekt de heer Vandeputte, gemeentesecretaris te Oostnieuwkerke, dat voor de bevolking dezer gemeente paarden en landbouwgereedschap worden geleverd.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

43. 42. Bij verzoekschrift uit Sint Niklaas (Waas), gedagteekend Januari 1919,
Doet de heer Ch. De Bondt, te Sint-Niklaas (Waas), voorstellen betreffende de samenstelling van de afvaardiging ter Vredesconferentie.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.

44. 44. Bij verzoekschrift uit Heist-aan-Zee, gedagteekend 2 Januari 1919,
Roepen de inwoners van Heist-aan-Zee, Duinbergen en Knoeke-Zoute de tussenkomst van de Kamer in, opdat zoo spoedig mogelijk de bruggen van Staats- en buurtspoorwegen hersteld worden om den handel en nijverheid te doen herleven.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Openbare Werken.

45. 45. Bij verzoekschrift uit Aarschot, gedagteekend 2 Januari 1919,
Drukt de heer Hoornaert (Karel), te Aarschot, den wensch uit, dat de verwoeste streken in Vlaanderen in staat worden gesteld om ze zoodra mogelijk winst te maken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

46.

48.

Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 6 Januari 1919,

Drukt het bureel van het Middencomiteit der Middenstandvereenigingen, te Antwerpen, den wensch uit, dat de Regeering een Raad van State instelle voor een onderzoek betreffende de menigvuldige belangen van den middenstand.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

47.

49.

Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis (Brussel), gedagteekend 6 Januari 1919,

Maakt het college van burgemeester en schepenen der gemeente Sint-Gillis (Brussel) de beraadslaging over van den gemeenteraad, waarbij betreurd wordt dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers en de Senaat de handhaving hebben gestemd van de belastingen, door de vroegere bezettende macht geheven, en de wensch wordt uitgedrukt dat de Regeering trachte het land te bevrijden van al de fiscale en andere maatregelen, onder de vreemde overheersching ingevoerd.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

48.

50.

Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 7 Januari 1919,

Verzoeken likeurstokers uit beide Vlaanderen, leden van het Syndicaat der likeurverkoopers, gevestigd te Gent, de Kamer in ernstige aanmerking te nemen de door hen geuite wenschen betreffende het verbod van den verkoop van al de alcoholische dranken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

49.

51.

Bij verzoekschrift uit Lobbes (Henegouw), gedagteekend 7 Februari 1919,

Maakt de heer Léon Duquesne, burgemeester van Lobbes (provincie Henegouw), een wensch over, door den gemeenteraad van Lobbes uitgebracht ten voordeele van het herstellen der spoorwegverbindingen tusschen Chimay-Lobbes-Brussel en Lobbes-Charleroi.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

50.

55.

Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 11 Januari 1919,

Maakt de Beheerraad van de Algemeene Maatschappij der Handelsreizigers van België de dagorde over, in de algemeene vergadering van gezegde maatschappij aangenomen, strekkende om een onderzoek te vragen tot vaststelling der schade door de handelsreizigers geleden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

51.

57.

Bij verzoekschrift uit Kortrijk, gedagteekend 12 Januari 1919,

Vraagt het uitvoerend comitee van den Nationalen Bond der onderwijzers van het arrondissement Kortrijk (afdeeling Kortrijk), te Kortrijk, het toekennen van een duurtetoeslag en de uitdeeling van schoenen, kleedingstukken en levensmiddelen aan de zoo geestelijke als wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen, op gelijken voet als aan de beambten en bedienden van den Staat.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

52.

58.

Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 15 Januari 1919,

Drukken de voorzitter en de secretaris van het Syndicaat der bedienden van Leuven en omstreken, te Leuven, den wensch uit, dat op de onderscheidene bedienden van de private nijverheid en van den handel, de maatregelen worden toegepast, genomen ten voordeele van de beambten en bedienden van den Staat, wat betreft het betalen van de achterstallen op jaarwedden en vergoedingen en de latere verhooging der wedderoosters.

Zelfde verzoekschrift van den heer A. Baillet, bediende bij de Staalfabrieken van Aogleur, te Luik, en van den heer Cornet, ondervoorzitter van de Liberale kantonale Federatie van La Louvière.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
33.	66.

Bij verzoekschrift gedagteekend uit Verviers,
Verzoekt de heer Benoit, secretaris van het Christe-
lijk Intersyndicaal Comité van het arrondissement
Verviers, te Verviers, de Kamer maatregelen te nemen
ten einde den lastigen toestand van de arbeiders-
bevolking in het arrondissement te verbeteren.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nij-
verheid, Arbeid en Bevoorrading.*

54.	69.	Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis-bij-Brussel, gedag- teekend 19 Januari 1919, Beklaagt zich de heer Virfruit, Henri, opgesloten in de gevangenis te Sint-Gillis-bij-Brussel, over zijn toe- stand en vraagt dat die verholpen worde.
-----	-----	--

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Jus-
titie.*

55.	72.	Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 Ja- nuari 1919, Teekent de heer Pillen, Louis, sergeant-majoor (oor- logsvrijwilliger), te Brussel, verzet aan tegen zijne beschikbaarstelling wegens afschaffing der bediening van bibliothecarisklerk in het Koninklijk Museum voor de natuurlijke historie en roept de tussenkomst der Kamer in om door eene onderzoekscommissie te mogen gehoord worden.
-----	-----	--

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van We-
tenschappen en Kunsten.*

56.	73.	Bij verzoekschrift uit Sinte-Kruis-bij-Brugge, gedag- teekend 25 Januari 1919, Roept vrouwe Derijcke, Maria, te Sinte-Kruis-bij- Brugge, weduwe van den wachtmeester der gendar- merie Delaplace, Jules, te Brugge tijdens de Duitsche bezetting wegens bespieding of verraad doodgescho- ten, de tussenkomst van de Kamer in, ten einde op gelijken voet behandeld te worden met de weduwen van de militairen die in den oorlog zijn gedood.
-----	-----	---

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oor-
log met zeer gunstig advies van de Commissie.*

57.	74.	Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 24 Ja- nuari 1919, Roept het Comité tot verdediging der Luiksche
-----	-----	--

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

burgerlijke gepensionneerden, te Luik, de tusschenkomst van de Kamer in, ten einde eene verhooging van hun pensioen te bekomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

58. 76. Bij verzoekschrift uit Virton, gedagteekend 24 Januari 1919,

Maakt het College van Burgemeester en Schepenen van Virton een wensch over van den gemeenteraad ter heroprichting van een arrondissementscommissariaat, afgescheiden van dat van Aarlen, zooals dit vóór 1848 bestond, op welk tijdstip beide commissariaten werden samengevoegd.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

59. 79. Bij verzoekschrift uit Herenthals, gedagteekend 22 Januari 1919,

Teekenen de Voorzitter en Secretaris van de Landbouwcomices van het kanton Herenthals verzet aan tegen den aanslag der granen voor den oogst van 1919, vooral wat aangaat de rogge; alleen de vrijheid op landbouwgebied evenals op handels- en nijverheidsgebied kan redelijke prijzen vestigen en de hoogste voortbrenging verzekeren.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw en den Minister van Financiën.

60. 80. Bij verzoekschrift uit Erquelinnes, gedagteekend 22 Januari 1919,

Vestigt het Comité van den Bond der weggevoerden uit Erquelinnes, te Erquelinnes, de aandacht van de Kamer op den pijnlijken toestand, waarin zich de weggevoerden van gezegde gemeente bevinden, en vraagt dat hun eene vergoeding zou worden toegekend.

Zelfde verzoekschrift van het Comité van den Bond der weggevoerden uit Montignies-Saint-Christophe.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

61.

90.

Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 19 Januari 1919,

Vraagt vrouwe A. De Stoop, bestuurster van de O.-L. Vrouw-beroepsschool, te Gent, dat het personeel der beroepsscholen, dat niet van den Minister van Wetenschappen en Kunsten afhangt, op gelijken voet worde gesteld met het personeel van de Middelbare Staatsscholen, onder het drievoudig opzicht van de vaste jaarwedge, de toekenning van een pensioen en het verleen van duurtetoeslag.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

62.

91.

Bij verzoekschrift gedagteekend « Postes militaires » van België, 13/23 Januari 1919,

Klaagt de soldaat Vangramberen, Jozef, van het Belgisch leger, over de behandeling van de soldaten in het leger, voornamelijk van die uit het Vlaamsch gedeelte van het land.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

63.

92.

Bij verzoekschrift uit Trazegnies, gedagteekend 13 Januari 1919,

Teekent de heer Baudoux (Camille), handelsagent voor den verkoop van boter, te Trazegnies, verzet aan tegen de besluiten betreffende den boterhandel.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

